



REPUBLIQUE DU
CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



REPUBLIC OF
CAMEROON
*Peace – Work –
Fatherland*

NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS



DEUXIEME RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES EN 2016 (RGE-2)

MORTALITE DES ENTREPRISES



Mars 2019

Abréviations et sigles

CFCE	Centre de Formalité de Création des Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DSF :	Déclaration Statistique et Fiscale
EI :	Entreprise Individuelle
GE :	Grande Entreprise
INS :	Institut National de la Statistique.
MINPMESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
ME :	Moyenne Entreprise
NACAM :	Nomenclature des Activités du Cameroun
PE :	Petite Entreprise
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
RGE :	Recensement Général des Entreprises
SA :	Société Anonyme
SARL :	Société à Responsabilité Limitée
SARLU :	Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
TPE :	Très Petite Entreprise

Avant-propos

L'Institut National de la Statistique a le plaisir de présenter l'étude sur la mortalité des entreprises entre 2009 et 2016. Cette initiative vient à point nommé à la suite du Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2) réalisé en 2016, après la première opération du genre réalisée en 2009. La production des indicateurs de la démographie des entreprises concourt à l'atteinte des objectifs de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS).

L'étude traduit la volonté de l'Institut National de la Statistique de répondre aux attentes de nombreux utilisateurs (décideurs, milieux d'affaires, partenaires techniques et financiers, chercheurs, etc.) qui travaillent pour l'essor de l'entrepreneuriat camerounais.

Ce rapport fait un point sur la mortalité des entreprises modernes entre 2010 et 2016, notamment le taux de cessation des activités des entreprises suivant la *taille*, le *secteur*, la *forme juridique*, la *région d'implantation*. Elle se focalise sur les fermetures d'entreprises enregistrées au cours de cette période. De même, les déterminants fondamentaux de la mortalité des entreprises ont été mis ont exergue.

La réalisation de cette étude a été rendue possible grâce à l'exploitation efficiente d'une part, des données issues des deux opérations de recensements des entreprises réalisées en 2009 et en 2016 et d'autre part, des fichiers des immatriculations et des contribuables de la Direction Générale des Impôts (DGI). A cet effet, nous remercions la DGI pour la mise à disposition des données sollicitées.

Les résultats présentés ici ne sont qu'une partie de la riche base de données sur les entreprises qui est disponible à l'INS et que les utilisateurs peuvent consulter en même temps que le répertoire des entreprises.

L'Institut National de la Statistique accueille avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de ce document.

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS ET SIGLES	I
AVANT-PROPOS.....	II
RESUME EXECUTIF.....	1
1. INTRODUCTION GENERALE	3
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
1.2. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	3
1.2.1. Objectif global.....	3
1.2.2. Objectifs spécifiques.....	3
2. PROBLEMATIQUE ET CONSIDERATIONS THEORIQUES.....	5
2.1. CONSIDERATIONS THEORIQUES SUR LA MORTALITE DES ENTREPRISES.....	5
2.1.1. Influence du capital humain du promoteur.....	5
2.1.2. Importance du capital social du promoteur	5
2.1.3. Rôle du contexte environnemental.....	6
2.1.4. Autres facteurs explicatifs de la mortalité des entreprises	6
2.2. CONCEPTS CLES ET DEFINITIONS OPERATIONNELLES.....	7
2.2.1. Entreprise	7
2.2.2. Mortalité des entreprises.....	8
2.2.3. Taux de mortalité.....	8
3. DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	9
3.1. SOURCES DE DONNEES.....	9
3.2. CONSTRUCTION DE L'ECHANTILLON DES ENTREPRISES EN CESSATION.....	9
3.3. PREPARATION DE LA BASE DE DONNEES.....	12
3.3.1. Sélection des variables	12
3.3.2. Transformation des données.....	13
3.3.3. Imputation des données manquantes	14
3.4. DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON DES ENTREPRISES EN CESSATION	14
3.4.1. Répartition des entreprises décédées selon l'année probable de cessation des activités	14
3.4.2. Répartition géographique des entreprises cessées	15
3.4.3. Répartition des entreprises cessées par sous-secteur d'activité.....	16
3.4.4. Répartition des entreprises cessées selon leur type.....	16
3.4.5. Répartition des entreprises cessées selon la forme juridique.....	17
3.4.6. Répartition des entreprises décédées par région économique.....	17
3.4.7. Décomposition du taux de mortalité des entreprises	18
4. ANALYSE DESCRIPTIVE DE FACTEURS DE LA MORTALITE DES ENTREPRISES	20

5.	ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA MORTALITE DES ENTREPRISES	23
5.1.	APPROCHES D'ANALYSE DE LA SURVIE DES ENTREPRISES	23
5.2.	SPECIFICATION DU MODELE D'ANALYSE ECONOMETRIQUE	24
5.3.	ESTIMATION DU MODELE ECONOMETRIQUE	26
5.4.	ANALYSE DES DETERMINANTS FONDAMENTAUX DE LA MORTALITE DES ENTREPRISES AU CAMEROUN.....	27
5.4.1.	<i>Interaction entre le secteur d'activité et le type de formation du dirigeant.....</i>	<i>30</i>
5.4.2.	<i>Interaction entre la taille de l'entreprise et la nationalité du dirigeant</i>	<i>30</i>
5.4.3.	<i>Interaction entre le type de formation et la tranche d'âge</i>	<i>30</i>
5.4.4.	<i>Interaction entre le diplôme du dirigeant et l'appréciation du climat des affaires</i>	<i>31</i>
6.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	32
6.1.	CONCLUSION.....	32
6.2.	LIMITES DE L'ETUDE.....	33
6.3.	RECOMMANDATIONS	33
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	35
	ANNEXES	37

■ LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.Synthèse de la revue littéraire sur la survie et pérennité des entreprises	7
Tableau 2.Schématisation de l'élaboration du fichier des entreprises décédées	12
Tableau 3. Liste des variables retenues dans le cadre de l'étude.....	13
Tableau 4.Technique d'imputation des données manquantes	14
Tableau 5.Répartition des entreprises en fonction de la date probable de cessation des activités	14
Tableau 6. Ventilation du taux de mortalité suivant les caractéristiques des entreprises	19
Tableau 7.Test du khi-2 sur les facteurs potentiels de la mortalité	20
Tableau 8. Facteurs susceptibles d'expliquer la mortalité des entreprises	26
Tableau 9. Résultats de l'estimation du modèle économétrique	28
Tableau 10. Interaction entre la taille de l'entreprise et le type de formation du dirigeant	30
Tableau 11. Interaction entre la taille de l'entreprise et la nationalité du dirigeant.....	30
Tableau 12. Interaction entre le type de formation et la tranche d'âge	31
Tableau 13. Interaction entre le diplôme du dirigeant et l'appréciation du climat des affaires.....	31

■ LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des entreprises cessées par secteur d'activité.....	16
Graphique 2 : Répartition des entreprises cessées selon la taille.....	16
Graphique 3 : Répartition des entreprises cessées selon la forme juridique	17
Graphique 4 : Répartition des entreprises cessées par « zone économique »	18

■ LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Algorithme de constitution du fichier des entreprises cessées	10
Encadré 2 : Méthode d'analyse des déterminants de la mortalité des entreprises	24

Résumé exécutif

Le Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2) réalisé en 2016, a donné une photographie actualisée du tissu productif et une base complète pour la réalisation des enquêtes auprès des entreprises au Cameroun. La première opération du genre a été réalisée en 2009 et a permis de mettre en place un répertoire des entreprises. Entre ces deux recensements, plusieurs événements ont marqué la vie de ces dernières, notamment des disparitions et autres changements structurels. Ces événements ont des répercussions sur l'économie nationale. D'où la nécessité d'étudier la mortalité des entreprises au Cameroun pendant cette période intercensitaire.

La littérature spécialisée dans l'explication des phénomènes de création, d'extension, de déclin et de cessation d'entreprises, met en relief les facteurs susceptibles d'expliquer la mortalité ou les chances de survie des entreprises. Bien que ne faisant pas l'unanimité entre les chercheurs, ces facteurs peuvent être regroupés suivant trois (03) dimensions : ***le capital humain, le capital social et le contexte environnemental.***

Dans le cadre de cette étude, la base utilisée est celle des entreprises modernes du RGE-1 réalisé en 2009 ayant renseigné le Questionnaire Structure. Les informations de cette base ont été appariées avec celles de la base des DSF de l'exercice 2016, du RGE-2 et dans une moindre mesure avec les fichiers de la Direction Générale des Impôts (DGI) et encore d'autres sources existantes (liste de pharmacie en activités, listes des établissements privées, etc). Les entreprises du RGE-1 qui n'apparaissent pas dans ces différents fichiers sont considérées comme « **en cessation** ».

A l'issue de l'appariement des bases, sur les 6 458 entreprises de départ, il apparaît que 2 316 ont cessé leur activité pendant la période intercensitaire, la quasi-totalité (environ 95 %) ayant arrêté l'activité avant 2014. Ce qui permet de situer le taux global de cessation d'activités à près de 36 % sur la période sous revue.

Trois déterminants fondamentaux de la mortalité des entreprises se dégagent à l'issue de cette investigation. Par ordre d'importance, il s'agit de :

- ***la taille de l'entreprise*** : elle semble être la variable qui influence le plus la mortalité. En effet, par comparaison avec les Grandes Entreprises (GE), une Moyenne Entreprise (ME) a près de 20 % de risque en plus de cesser ses activités. Ce risque supplémentaire est de 31% pour une Petite Entreprise (PE) et 39% pour une TPE ;
- ***le diplôme du dirigeant (ou du principal promoteur)*** : c'est le facteur le plus significatif après la taille de l'entreprise. Les résultats obtenus montrent que relativement à une entreprise dont le dirigeant est titulaire d'un ***Master*** (ou ***DEA***), celles dirigées par un promoteur possédant un ***BTS***

ou une **Licence** ont 7 % de risques supplémentaires de cesser leurs activités. Et pour celles dont le dirigeant a le niveau BAC, ce risque supplémentaire de cessation est de 12 %.

- **La forme juridique de l'entreprise** : pour cette variable, l'étude montre par exemple que relativement à une Société Anonyme à Responsabilité Limitée (SARL), une Entreprise Individuelle (EI) a 9 % de chance en plus de cesser ses activités.

Pour les autres variables d'analyse, la structure des entreprises ayant cessé leur activité épouse la concentration globale du tissu productif. Ainsi, il y ressort que **la grande majorité des entreprises en cessation est implantée au Littoral**, opère dans le **secteur tertiaire** et appartient au **segment des Très Petites Entreprises (TPE)**.

L'étude a mis en évidence les principaux déterminants de la cessation d'activité pendant la période intercensitaire. Se basant sur ces données, les recommandations suivantes sont formulées :

- ✓ **mettre en place un système de surveillance de proximité auprès des entreprises avec pour** objectif de pouvoir déceler à temps les signaux de détresse¹ que pourrait émettre une entreprise et de le référer aux structures compétentes en temps opportun ;
- ✓ **entreprendre des nouvelles études plus systématiques sur la mortalité des entreprises**. A cet effet, des données encore plus précises pourraient être collectées auprès des entreprises et des administrations compétentes (greffes des tribunaux; etc) ;
- ✓ **créer un environnement propice à la survie et à la pérennité des entreprises** ;
- ✓ **favoriser le développement d'une culture entrepreneuriale, notamment auprès des jeunes** ;
- ✓ **créer un environnement propice au développement des PME**.

¹ Ici on entend tout signal qui précède l'arrêt d'activité.

1. Introduction générale

1.1. Contexte et justification

Le Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2) réalisé en 2016 a donné une photographie actualisée du tissu productif et une base complète pour la réalisation des enquêtes auprès des entreprises au Cameroun. Cette opération vient enrichir le système d'information de l'Institut National de la Statistique (INS).

Le RGE-2 a permis entre autres, de disposer de façon exhaustive des données détaillées sur les entreprises jusqu'aux plus petites unités de production des biens ou services. Il constitue de ce fait, un précieux outil pour l'élaboration et le suivi-évaluation des programmes de promotion des secteurs productifs. La première opération du genre a été réalisée en 2009 et a permis de mettre en place un répertoire des entreprises. Entre ces deux recensements, plusieurs événements ont marqué la vie de ces dernières notamment des disparitions et autres changements structurels. Ces événements ont des répercussions sur l'économie nationale. D'où la nécessité d'étudier la mortalité des entreprises au Cameroun pendant cette période intercensitaire.

1.2. Objectifs de l'étude

La présente étude vise à appréhender une dimension importante du tissu productif du Cameroun, à savoir la fermeture des entreprises relevant du secteur moderne de l'économie, c'est-à-dire celles assujetties à la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF).

1.2.1. Objectif global

De façon globale, il est question de mener une analyse sur la mortalité des entreprises au Cameroun au cours de la période intercensitaire (2009-2016).

1.2.2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- i)* déterminer l'échantillon des entreprises en cessation d'activités au cours la période intercensitaire 2009-2016 ainsi que l'année probable de cessation;
- ii)* faire une analyse descriptive des entreprises en cessation d'activité ;
- iii)* calculer le taux global de cessation des entreprises sur la période sous revue et de le ventiler selon le profil du promoteur (ou du gestionnaire) et selon les caractéristiques de l'entreprise;
- iv)* expliciter les causes de la cessation des entreprises à l'aide d'une modélisation économétrique.

Le présent rapport se structure en six (06) sections comme suit :

- **Section 1 : Introduction Générale ;**

Elle présente le contexte, la justification, les objectifs et le contenu de chaque section traitée.

- **Section 2 : Problématique et considérations théoriques ;**

Elle renvoie à une revue littéraire sur les facteurs explicatifs de la mortalité des entreprises et présente les concepts clés en vue d'une meilleure compréhension du travail.

- **Section 3 : Démarche méthodologique ;**

Il s'agit de présenter succinctement les sources de données utilisées, de décrire les étapes ayant permis la construction de la base des entreprises ciblées et de décrire les travaux de préparation des données.

- **Section 4 : Analyse de la mortalité des entreprises ;**

L'objet de cette section est de décrire les principaux facteurs de la mortalité des entreprises et d'évaluer le pouvoir explicatif desdits facteurs par rapport à la variable de mortalité.

- **Section 5 : Analyse des déterminants de la mortalité des entreprises ;**

Cette section présente les différentes approches d'analyse de la mortalité des entreprises, puis spécifie un modèle économétrique, valide le cadre statistique de l'estimation et enfin analyse les résultats obtenus.

- **Section 6 : Conclusion et recommandations.**

Après une synthèse des résultats de l'étude, cette section se termine par des recommandations à l'endroit des décideurs.

2. Problématique et considérations théoriques

2.1. Considérations théoriques sur la mortalité des entreprises

La littérature spécialisée dans l'explication des phénomènes de création, d'extension, de déclin et de cessation d'entreprises est relativement abondante. Ces événements observés expriment d'une certaine manière le dynamisme du tissu économique et renseignent également sur le degré des flux d'entrées et sorties d'entreprises dans les différents secteurs/branches/filières de l'économie.

Bon nombre d'auteurs ont souvent considéré les nouvelles créations d'entreprises comme des unités plus innovatrices, s'adaptant mieux aux exigences du marché et répondant aux nouveaux besoins des clients. Elles remplacent dans la plupart des cas des entreprises moins performantes qui n'arrivent pas à suivre les changements des marchés. Ce phénomène de disparition des entreprises et l'entrée sur le marché de nouvelles entreprises, est ce que l'Economiste **Joseph Schumpeter (1934)** a autrefois qualifié de « *création destructrice* ». Il explique ce mouvement par l'**innovation** considérée comme la clé de réussite de toute entreprise et le garant de sa pérennité.

Les facteurs susceptibles d'expliquer la mortalité ou les chances de survie des entreprises, bien que ne faisant pas l'unanimité entre les chercheurs, peuvent tout de même être regroupés suivant trois (03) dimensions : *le capital humain, le capital social et le contexte environnemental*.

2.1.1. Influence du capital humain du promoteur

T. Schultz (1959), G. Becker (1993) et J. Mincer (1974) affirment dans leurs ouvrages que la chance de survie d'une entreprise est en partie tributaire du capital humain du promoteur. En effet, certains des promoteurs plus que d'autres, disposant d'une dotation plus élevée en capital humain, sont présumés être mieux placés pour percevoir les opportunités et anticiper sur les menaces à venir. « *Ce qui caractérise un entrepreneur, c'est sa capacité à identifier un besoin (pas ou mal satisfait ou qui peut être satisfait autrement), à transformer ce besoin en opportunité d'affaires, évaluer son potentiel et à exploiter cette opportunité par le biais d'une innovation (fondamentale ou incrémentale)* » **Gérard Lemoine (2005)**.

2.1.2. Importance du capital social du promoteur

L'idée généralement admise est qu'un bon capital social fournit des réseaux qui facilitent la découverte d'idées nouvelles et l'identification d'opportunités, ainsi que la collecte des informations critiques et l'allocation des ressources rares, toute chose qui prédispose

l'entrepreneur doté d'un tel capital à plus de chance de succès (**Aldrich et al.** (1998)), **Birley** (1985) et **Uzzi** (1999)): « *L'entrepreneur, avant tout, comme un réalisateur de projet, quelqu'un qui dans la société perçoit une opportunité et imagine une façon de répondre avant que d'autres ne la fassent. Il est la personne qui face à une situation problématique, développe un projet, une vision qui transforme un problème en opportunité d'affaires* »Toulouse, J.M. (1990).

2.1.3. Rôle du contexte environnemental

Selon la théorie de l'**écologie organisationnelle**, le contexte environnemental joue un rôle déterminant dans la survie ou la mortalité de l'entreprise : « *La culture entrepreneuriale, c'est ce qui précède ; ce sont les valeurs, les attitudes, les messages portés par les leaders de nos sociétés et qui font que l'on décide de devenir entrepreneur, que l'on décide d'entreprendre* »**Claude Ruel**, (2005).

2.1.4. Autres facteurs explicatifs de la mortalité des entreprises

Theng et Boon (1996) différencient deux types de facteurs précurseurs et/ou conduisant à la faillite des entreprises : D'une part, les éléments exogènes tels que le *coût du travail*, le *niveau de taxation* et la *concurrence sur le marché* ; d'autre part, les éléments endogènes tels que le *manque d'expérience managériale du ou des créateurs*, la *méconnaissance du secteur*, le *manque d'initiative* ou tout simplement le *manque de jugement entrepreneurial de la part du créateur d'entreprise*. Ces auteurs démontrent que les premières raisons d'une faillite sont à trouver dans les problèmes internes à la firme, autrement dit les éléments endogènes, principalement la *gestion financière* et les *compétences en gestion en général*.

Certains, pour expliquer les faillites, n'hésitent d'ailleurs pas à se baser sur la théorie évolutionniste de **Darwin** et à appliquer le principe de sélection naturelle au marché, d'après lequel les entreprises dont les compétences entrepreneuriales des managers sont trop faibles pour survivre, sont automatiquement rejetées (**Metzger**, 2006).

Les tableaux suivants regroupent les différentes variables généralement mobilisées pour expliquer la mortalité des entreprises. Ces facteurs sont : *le genre, le diplôme, la qualification professionnelle antérieure, l'entourage entrepreneurial, la motivation, la taille du capital de démarrage, le secteur d'activité, la similitude des affaires, la localisation géographique, les aides publiques* (la subvention d'investissement, les allègements des charges sociales, la prise en charge par l'Etat d'une partie des salaires), *le recours à la formation entrepreneuriale, l'élaboration d'un plan d'affaires, et l'accompagnement post-crétion*.

Tableau 1. Synthèse de la revue littéraire sur la survie et pérennité des entreprises

<i>Dimension</i>	<i>Variables</i>	<i>Influence positive</i>	<i>Influence négative</i>
<i>Capital Humain</i>	<i>Le sexe</i>	<i>Bosma et al. (2004)</i>	<i>Brüderl et Preidendorfer (1998)</i>
		<i>RObb (2002)</i>	
	<i>L'âge</i>	<i>Bates (1990)</i>	
	<i>L'éducation</i>		
	<i>L'expérience</i>	<i>Cooper et al (1994)</i>	
		<i>Cooper (1985) ; Uzzi (1997) ; Davidsson et Honig (2003).</i>	
		<i>Koenig (1991)</i>	
<i>Capital social</i>	<i>l'entourage entrepreneurial,</i>	<i>Cooper et al. (1999); Lentz et Laband, (1990) ; Carroll and Mosakowski (1987)</i>	
	<i>L'appartenance communautaire</i>	<i>Putmun (1995)</i>	
	<i>La motivation</i>	<i>Shane et al. (2003)</i>	
		<i>Wiklund et Shepherd (2003)</i>	
<i>Contexte environnemental</i>	<i>Le taux de création</i>	<i>Altman (1983)</i> <i>Blazy et al (1993)</i>	
	<i>La taille du capital de démarrage</i>	<i>Aldrich et Auster (1986) ; Brüderl et Schüssler (1990).</i>	
	<i>La concentration</i>	<i>Geroski et al. (2010)</i>	
	<i>La planification pré entrepreneuriale</i>	<i>Hansen (1995)</i> <i>Dahlqvist et al. (2000)</i>	

2.2. Concepts clés et définitions opérationnelles

Cette sous-section présente et définit de façon précise les principaux concepts utilisés dans cette étude, en l'occurrence l'entreprise, la mortalité, le taux de mortalité.

2.2.1. Entreprise

L'entreprise se définit comme une unité légale avec un centre de décision économique, et pouvant prendre des formes d'organisation différentes. Elle utilise et rémunère le travail et le capital pour produire et vendre des biens et des services sur le marché dans un but de profit et de rentabilité.

2.2.2. Mortalité des entreprises

La mortalité d'une entreprise désigne l'état de disparition de celle-ci après une période d'activité. Il s'agit d'un concept emprunté aux sciences humaines, notamment la démographie humaine.

Dans le cadre de cette étude, il sera indifféremment fait recours à la terminologie de faillite/défaillance/fermeture/cessation/sortie pour indiquer le même état de mort de l'entreprise. La littérature distingue deux types de faillite des entreprises. D'une part, l'on trouve une conception legaliste selon laquelle la faillite d'entreprise est la résultante de l'incapacité de cette dernière à faire face à ses engagements financiers une fois ceux-ci arrivés à maturité. La faillite survient lorsque l'entreprise introduit auprès des juridictions compétentes un document légal qui ouvre la voie, soit à sa liquidation, soit à sa réorganisation/restructuration (*Collongues, (1977) ; Taffler, (1982) ; Bryant, (1997) ; Gilbert, Menon et Schwartz, (1990)*). La faillite de l'entreprise est alors définie sur la base de sa conformité, à un instant donné, avec les critères purement légaux retenus par les différents législateurs. D'autre part, l'on retrouve la conception économique qui définit la faillite d'entreprise comme le résultat d'un processus progressif de défaillance économique (*Argenti, (1977) ; Koenig, (1985) ; Ooghe et Van Wymeersch, (1996)*), plus ou moins long selon les cas, et caractérisé par le fait que, durant tout son déroulement, l'entreprise se voit dans l'incapacité de rencontrer de manière régulière les exigences (en termes de création de valeur, de rentabilité, de service de la dette, ...) formulées à son encontre par les divers acteurs de son environnement. Dans un environnement où le recours à la procédure légale n'est pas ancré dans les pratiques, la notion de mortalité dans notre cas sera considérée sur la base du dispositif de collecte de leurs états et de la liste qui répertorie des entreprises issues du RGE-2 et du fichier des contribuables de la DGI.

2.2.3. Taux de mortalité

Il s'agit d'un indicateur utilisé dans le cadre de l'analyse démographique des entreprises. Il est calculé en rapportant le nombre d'entreprises en cessation entre deux (02) dates « t » et « t+1 » à celui des entreprises actives à la date « t ».

3. Démarche méthodologique

Cette section est subdivisée en quatre sous-sections ainsi qu'il suit :

- la présentation des sources de données ;
- la démarche de constitution de l'échantillon des entreprises cessées sur la période sous revue ;
- les travaux de préparation de la base de données ainsi constituée ;
- la description des entreprises en cessation.

3.1. Sources de données

Pour avoir une bonne approximation du nombre d'entreprises en cessation sur la période sous revue, la meilleure base à utiliser est celle des entreprises modernes du RGE-1 réalisé en 2009 ayant renseigné le Questionnaire Structure². Ainsi, les informations de cette dernière seront appariées avec celles de la base des DSF de l'exercice 2016 du RGE-2 et dans une moindre mesure avec le fichier de la Direction Générale des Impôts (DGI) ou encore d'autres sources en cas de besoins. Les entreprises de 2008 qui n'apparaîtront pas dans ces différents fichiers seront considérées comme « **cessées** ».

Pour ce qui est de l'année de la cessation d'activité, il sera question de balayer le « fichier de cessation » défini plus haut, dans les bases des DSF des années antérieures (2013, 2014, 2015) afin de vérifier leur existence.

3.2. Construction de l'échantillon des entreprises en cessation

Pour rappel, l'objectif à cette phase du travail consiste en l'identification des entreprises « cessées » sur la période intercensitaire (2009 - 2016). Aussi, il est question de préciser dans la mesure du possible l'année de cessation des activités.

Il s'agit proprement dit de retrouver les entreprises qui existaient lors du RGE-1 et qui n'ont pas été retrouvées au RGE-2. Pour ce faire, l'étude s'est finalement restreinte aux entreprises qui déposaient une DSF. C'est dire que cet échantillon est bien représentatif du tissu économique reflété par le RGE-1, soit 84,5% du Chiffre d'affaires et 41,5% d'emplois.

²Il s'agit des entreprises remplissant l'un des critères suivants : remplissage d'une DSF, Chiffre d'affaires hors taxes supérieurs à 100 millions de FCFA, effectif employé supérieur à 10. Le questionnaire de structure portait sur les données économiques de l'exercice 2008.

La base des entreprises mortes au cours de la période intercensitaire a été construite à partir d'un algorithme développé sur Excel. Cet algorithme contient douze (12) étapes décrites ci-après : le fichier originel comportait 8 735 entreprises (établissements et sièges).

Encadré 1 : Algorithme de constitution du fichier des entreprises cessées

Etape 1 : Reconstitution de la variable code INS

L'on a procédé à un appariement du fichier originel (*sur la base de la raison sociale*) avec celui des DSF 2016. Ce qui a permis de reconstituer **7 177** observations relatives au « code INS ». Disposant de cette variable, et dès lors, l'on pouvait procéder à un premier appariement des deux fichiers sus mentionnés.

Cette première étape n'est pas imbriquée à la suivante. Elle a juste permis de reconstituer le fichier de base en lui adjoignant les données sur la première clé d'appariement, à savoir le code INS.

Etape 2 : Appariement du fichier originel (8735 entreprises) avec celui des DSF 2016 à partir du code INS reconstitué.

A l'issue de cette opération, **3 352** entreprises ont été retrouvées sur les 8 735 de départ. Soit un reliquat de **5 383** entreprises à rechercher avec une autre clé d'appariement.

Etape 3 : Appariement du reliquat de l'étape 2 avec les DSF 2016 à partir du numéro de contribuable.

Cette opération a permis de retrouver **778** entreprises sur les 5 383 au départ de l'étape 3. Soit une différence de **4 605** entreprises (à rechercher).

Etape 4 : Appariement du reliquat de l'étape 3 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de décembre 2016.

Comme à l'étape précédente, le numéro du contribuable constituait la clé de l'appariement. Le résultat obtenu est de **553** entreprises retrouvées pour **4 052** à rechercher.

Etape 5 : Appariement du reliquat de l'étape 4 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de juin 2016.

L'opération a permis de retrouver **66** entreprises. Soit **3 986** à rechercher.

Etape 6 : Appariement du reliquat de l'étape 5 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de Décembre 2017.

A l'issue de ce travail, **27** entreprises ont été retrouvées. La différence est de **3 959** entreprises (à rechercher).

Etape 7 : Appariement du reliquat de l'étape 6 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de juin 2017.

Il s'agit d'une opération de même nature que les trois précédentes mais cette fois sur le fichier des contribuables actifs du mois de juin 2017. Le résultat a été un peu décevant dans la mesure où seules deux (**02**) entreprises ont été retrouvées. Ce qui prouve que les possibilités d'appariement avec les fichiers de la DGI (*sur la base du numéro de contribuable*) avaient quasiment été épuisées. Ainsi, Il est resté **3 957** entreprises à rechercher.

Etape 8 : Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 957 entreprises) avec le fichier de la DGI de Décembre 2016 sur la base de la raison sociale.

L'opération a permis **112** correspondances exactes ; il est ainsi resté **3 845** entreprises à fouiller.

Etape 9 : Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 845 entreprises) avec le fichier de la DGI de décembre 2017 sur la base de la raison sociale.

Le résultat était de **99** entreprises retrouvées. Soit **3 746** entreprises à rechercher

Etape 10 : Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3746 entreprises) avec les DSF de 2016 sur la base de la raison sociale.

Résultat : zéro (0) correspondances. Il est donc toujours resté **3 746** entreprises à rechercher. Ce résultat s'explique par des différences d'écritures de la raison sociale pour une même entreprise d'une base à une autre. Ce qui empêche d'obtenir des correspondances exactes.

Etape 11 : Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 746 entreprises) avec le fichier de la DGI de juin 2016 sur la base de la raison sociale ; ce qui donne **32** correspondances. Il reste à l'issue de cette étape **3 712** entreprises à rechercher.

Etape 12 : A partir du fichier de l'étape précédente, l'on a procédé à une recherche manuel et individuel des 3 712 entreprises précédentes, et ce en exploitant tour à tour :

- la liste des entreprises habilitées à opérer des retenues à la source, publiée par le Ministère des Finances au titre de l'exercice 2017 ;
- le fichier reconstitué des établissements d'enseignement supérieur de à partir du site internet du Ministère de l'Enseignement supérieur, exercice 2017 ;
- le fichier reconstitué des résultats du Baccalauréat afin de repérer des éventuels établissements privés en activité, exercice 2017 ;
- la liste des établissements de santé produite par le Ministère de la santé publique en 2016;
- des sites internet pour collecter des informations sur les pharmacies en activité par région, etc.

Ce travail a permis de retrouver en tout **376** entreprises. Il est donc resté **3 336** entreprises (établissements et sièges) dont on peut conclure qu'elles sont mortes, soit un taux de mortalité de global de **38,2 %**.

Au final, le fichier définitif des entreprises *présumées décédées* est constitué de **2 316** entreprises. Par ailleurs, ce dernier a été fusionné avec le fichier des entreprises « *ayant survécu* » ; Ainsi, partant de la base initiale des **8 735** entreprises du RGE-1(questionnaire structure) et par circonscription aux entreprises sièges, l'on aboutit à un fichier composé de **6 458** entreprises réparties comme suit :

- **2 316** entreprises en cessation entre 2008 et 2016 (bornes non comprises) ;
- **4 142** entreprises toujours actives lors du RGE-2 (en 2016).

Il ressort donc que le taux de mortalité s'établit à environ **35,9 %**, soit une moyenne de **5, 2% de cessation par an**.

Tableau 2. Schématisation de l'élaboration du fichier des entreprises décédées

N° Etape	Clé d'appariement	Base	Effectif trouvé	Reste
1	Reconstitution de la variable code INS	8 735	7 177	658
2	Appariement du fichier originel (8735 entreprises) avec celui des DSF 2016 à partir du code INS reconstitué.	8 735	3 352	5 383
3	Appariement du reliquat de l'étape 2 avec les DSF 2016 à partir du numéro de contribuable	5 383	778	4 605
4	Appariement du reliquat de l'étape 3 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de décembre 2016	4 605	553	4 052
5	Appariement du reliquat de l'étape 4 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de juin 2016	4 052	66	3 986
6	Appariement du reliquat de l'étape 5 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de Décembre 2017	3 986	27	3 959
7	Appariement du reliquat de l'étape 6 avec le fichier des contribuables de la DGI du mois de juin 2017	3 959	02	3 957
8	Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 957 entreprises) avec le fichier de la DGI de Décembre 2016 sur la base de la raison sociale	3 957	112	3 845
9	Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 845 entreprises) avec le fichier de la DGI de décembre 2017 sur la base de la raison sociale	3 845	99	3 746
10	Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 746 entreprises) avec les DSF de 2016 sur la base de la raison sociale	3 746	0	3 746
11	Matching du fichier résiduel de l'étape précédente (3 746 entreprises) avec le fichier de la DGI de juin 2016 sur la base de la raison sociale	3 746	32	3 712
12	Pointage manuel et individuel des 3 712 entreprises précédentes	3 712	376	3 336
Au final	Reconstitution de la base initiale des entreprises (actives ou en cessation), en se restreignant aux sièges tenant une comptabilité analytique et ayant déposé une DSF en 2008	6 458	2 316 en cessation	4 142 actives

Source : INS/RGE1 & 2 - Questionnaire Structure, calculs des auteurs.

3.3. Préparation de la base de données

La présente sous-section décrit le travail de nettoyage de la base de données, étape importante en prélude à l'application des différentes méthodes statistiques et économétrique décrites dans les sections suivantes. Ce travail minutieux se résume en quatre (04) articulations : (i) sélection des variables, (ii) transformation des données, (iii) traitement des données incohérentes et (iv) imputation des données manquantes.

3.3.1. Sélection des variables

La base initiale contenait 70 variables, croisées avec 7 835 individus. Une sélection a été faite pour l'analyse.

Un intérêt a d'abord été porté aux variables qui donnaient des informations générales sur les entreprises. Il s'agit des variables d'identification telles le *Code INS* et le *Numéro d'Identification Unique* (NIU) encore appelé *Numéro de Contribuable* (NC). Puis, en fonction des besoins d'imputation des données manquantes qui se sont présentées, il s'est avéré

nécessaire d'introduire le nom ou *raison sociale* ainsi que le *sigle*. Par une approche graduelle, d'autres variables ont été retenues pour l'étude.

Par contre, il est apparu que des variables de contact, notamment les *numéros de téléphones*, le *fax*, etc. pour la plupart très mal renseignées et comportant *trop* de valeurs manquantes ont été ôtées du jeu de données. Il en est de même de certaines variables environnementales relatives au climat des affaires (*3^{ème}, 4^{ème}...5^{ème} obstacle à l'entrepreneuriat, appréciation de la relation avec les pouvoirs publics...*) ; des variables économiques relatives aux biens de production détenues par l'entreprise (*nombre d'ordinateurs, disponibilité d'internet...*).

Au total, 38 variables ont été retirées de la base de données initiale, pour n'en garder que 32. Le tableau ci-après dresse la liste des variables retenues et constituant ainsi le fichier de travail ayant permis, non seulement d'effectuer des traitements, mais aussi les analyses.

Tableau 3. Liste des variables retenues dans le cadre de l'étude

N° d'ordre	Variables	N° d'ordre	Variables
1	<i>Code INS</i>	17	<i>Effectif permanent des hommes en 2008</i>
2	<i>Numéro de contribuable</i>	18	<i>Effectif permanent des femmes en 2008</i>
3	<i>Raison sociale entreprise</i>	19	<i>Effectif total permanent en 2008</i>
4	<i>Sigle entreprise</i>	20	<i>Adhésion à un syndicat</i>
5	<i>Arrondissement</i>	21	<i>Chiffre d'affaire réalisé en 2008</i>
6	<i>Département</i>	22	<i>Tenue d'une comptabilité formelle</i>
7	<i>Province/Région</i>	23	<i>Remplissage d'une DSF en 2008</i>
8	<i>Ville</i>	24	<i>Branche d'activité</i>
9	<i>Statut de l'entité économique</i>	25	<i>Secteur d'activités</i>
10	<i>Premier obstacle à l'entrepreneuriat</i>	26	<i>Tranche d'âge du Promoteur</i>
11	<i>Forme juridique</i>	27	<i>Forme juridique</i>
12	<i>Age du promoteur</i>	28	<i>Période de création de l'entreprise</i>
13	<i>Sexe du promoteur</i>	29	<i>Type d'entreprise</i>
14	<i>Nationalité du promoteur</i>	30	<i>Sous-secteur d'activité</i>
15	<i>Diplôme le plus élevé</i>	31	<i>Nationalité de l'actionnaire majoritaire</i>
16	<i>Type de formation professionnelle</i>	32	<i>Tranche du chiffre d'affaires réalisé en 2008</i>

3.3.2. Transformation des données

Le code INS a été complété par appariement avec le répertoire RGE-1 et un identifiant temporaire a été créé pour des raisons techniques liées au traitement des fichiers.

3.3.3. Imputation des données manquantes

Dans un premier temps, le fichier des immatriculations a permis de compléter des données manquantes sur le sexe des promoteurs « personnes physiques ». Par la suite, l'on a pu imputer, en plus de la variable précédente, deux autres à savoir la *tranche d'âge du promoteur* et la *forme juridique* de l'entreprise. Les variables d'imputations sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 4. Technique d'imputation des données manquantes

Données manquantes	Variables utilisées pour l'imputation
<i>Sexe du promoteur</i>	- <i>Prénoms du promoteur ;</i> - <i>Libellé de la raison sociale (maçonnerie, menuiserie, mécanique auto, etc.) ;</i> - <i>Civilité du promoteur (Madame, Monsieur, Epouse, Mademoiselle, etc.) ;</i>
<i>Tranche d'âge du promoteur</i>	- <i>Numéro de contribuable (pour les personnes physiques)</i>
<i>Forme juridique</i>	- <i>Raison sociale de l'entreprise ;</i> - <i>Sigle de l'entreprise ;</i> - <i>Activité de l'entreprise ;</i> - <i>Taille de l'entreprise.</i>

Pour les données manquantes restantes, deux choix se présentaient:

- n'utiliser que les enregistrements pour lesquels les données sont complètes ;
- continuer l'imputation des valeurs manquantes restantes.

L'on a retenu d'utiliser la première option qui consiste à se restreindre à la sous-base des données complètes.

3.4. Description de l'échantillon des entreprises en cessation

L'on décrit ci-après les principales caractéristiques des **2316 entreprises** qui ont disparu entre 2009 et 2016.

3.4.1. Répartition des entreprises décédées selon l'année probable de cessation des activités

Tableau 5. Répartition des entreprises en fonction de la date probable de cessation des activités

<i>Année de cessation d'activité</i>	<i>Nombre</i>	<i>Proportion</i>
<i>Avant 2014</i>	<i>2 192</i>	<i>94,6 %</i>
<i>2014</i>	<i>21</i>	<i>0,9 %</i>
<i>2015</i>	<i>72</i>	<i>3,1 %</i>
<i>2016</i>	<i>31</i>	<i>1,3 %</i>
<i>Total général</i>	<i>2 316</i>	<i>100%</i>

Source : INS/RGE1 & 2, calculs des auteurs.

A l'analyse, il ressort que l'essentiel des entreprises sont décédées entre 2009 et 2013, soit 94,6 %. Par contre, c'est en 2014 que l'on a enregistré le plus faible nombre d'entreprises en cessation d'activités, soit 0,9 % des unités suivies.

3.4.2. Répartition géographique des entreprises cessées

Suivant la région, le Littoral concentre un peu plus de 4 sur 5 de ces unités disparues (1 495). Les régions du Centre (484), de l'Ouest (135) et du Nord-Ouest (42) suivent respectivement.

En revanche, les régions de l'Est (35), de l'Adamaoua (29), du Sud-Ouest (24), du Nord (23), du Sud (21) et de l'Extrême-Nord représentent ensemble près de 8 % des unités disparues.

Carte1 : Répartition des entreprises cessées par région



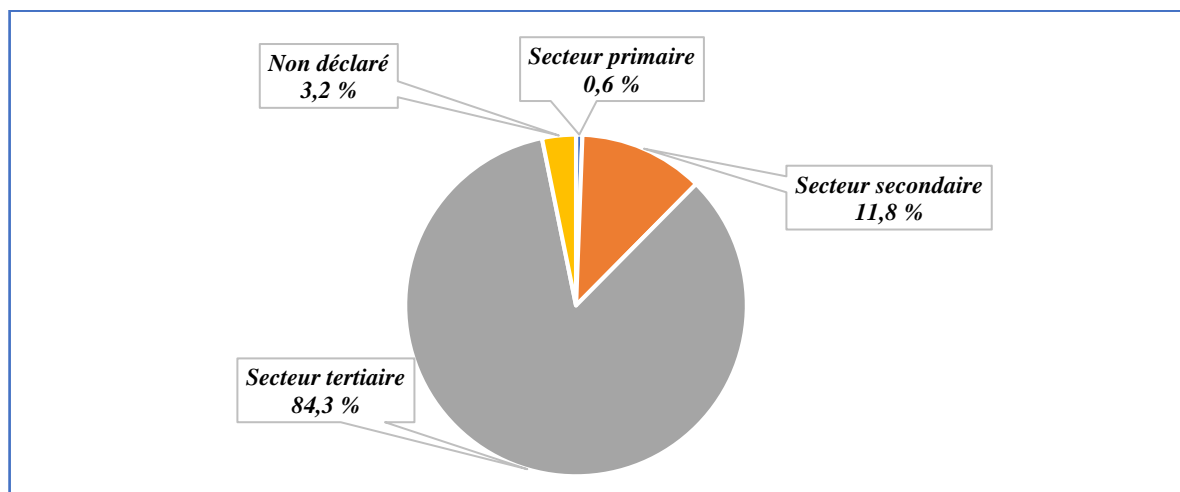
Source : INS/RGE1 & 2, calculs des auteurs.

Dans l'ensemble, la cartographie des entreprises cessées obéit à la répartition spatiale des unités économiques. L'on note en effet plus de cessation là où il y a une forte concentration d'unités économiques, et en revanche moins de cessations dans les régions les moins pourvues en entreprises.

3.4.3. Répartition des entreprises cessées par sous-secteur d'activité

Par secteur d'activité, il ressort que l'essentiel des entreprises cessées sont issues du secteur tertiaire. Elles représentent 84,3% contre 11,9 % pour les entreprises du secteur secondaire et seulement 0,6 % du secteur primaire.

Graphique 1 : Répartition des entreprises cessées par secteur d'activité

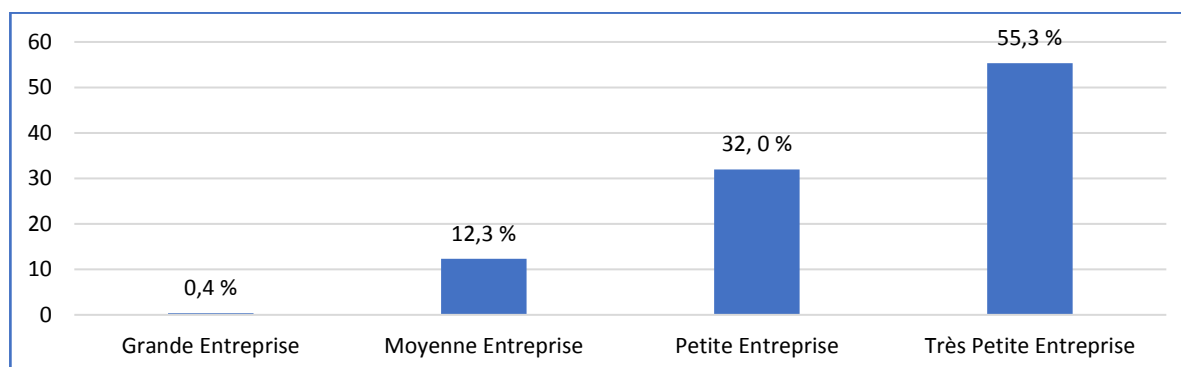


Source : INS/RGE1 & 2, calculs des auteurs.

3.4.4. Répartition des entreprises cessées selon leur type

Relativement à la taille de l'entreprise, il apparaît que les entreprises ayant cessé leur activité sont dans leur quasi-totalité des PME (Petites et Moyennes Entreprises). En effet elles représentent 99,6% des unités en cessation d'activité contre 0,4% pour les grandes entreprises. Au sein des PME, les très petites entreprises sont les plus nombreuses à cesser leurs activités, suivies des petites entreprises. Elles représentent respectivement environ 55,3% et 32,0 % des PME cessées.

Graphique 2 : Répartition des entreprises cessées selon la taille

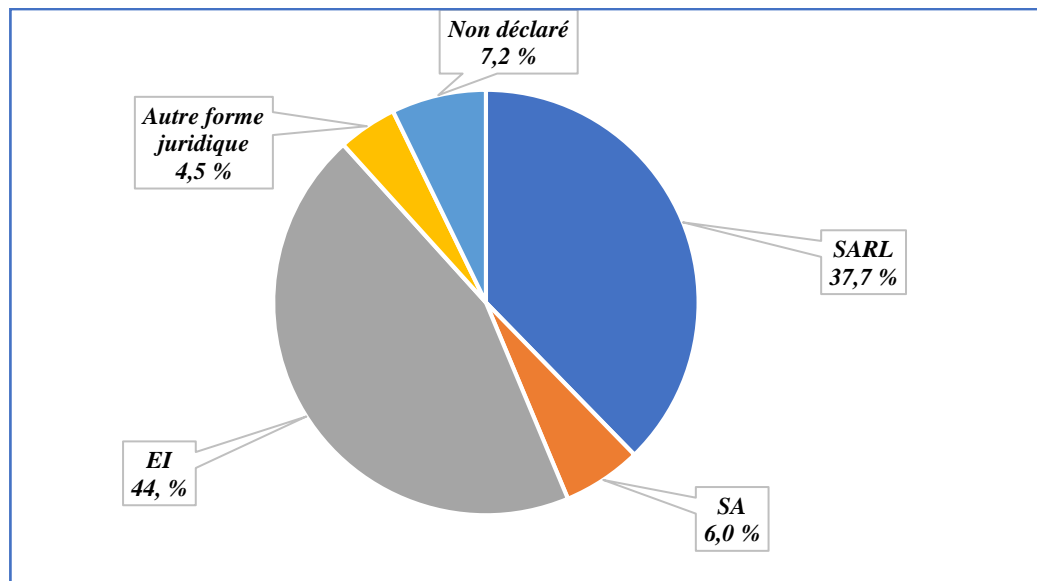


Source : INS/RGE1 & 2, calculs des auteurs.

3.4.5. Répartition des entreprises cessées selon la forme juridique

L'analyse suivant la forme juridique met en évidence la réalité selon laquelle plus de quatre entreprises sur dix en cessation d'activité sont des entreprises individuelles. Aussi, plus un tiers (1/3) des unités en cessation sont des Sociétés Anonymes à Responsabilité Limité (SARL). Les Sociétés Anonymes (SA) pour leur part ne représentent que 6 % des entreprises en cessation d'activité.

Graphique 3 : Répartition des entreprises cessées selon la forme juridique



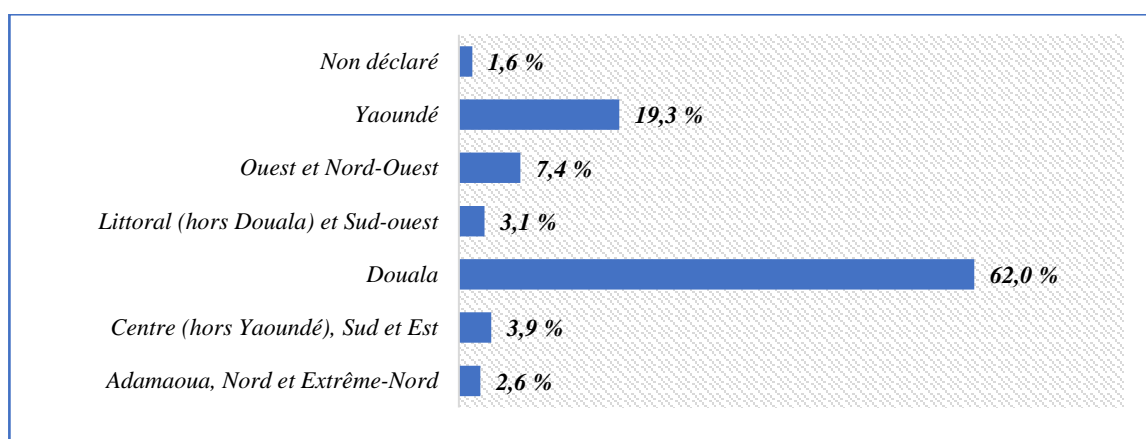
Source : INS/RGE1 &2, calculs des auteurs.

3.4.6. Répartition des entreprises décédées par région économique

Pour les besoins d'analyse, les Régions d'enquête (12 au total) ont été regroupées en six (06) régions économiques dans cette section.

Un peu plus de 60 % des entreprises en cessation d'activité sont implantées dans la ville de Douala et près de 20 % à Yaoundé. La région économique « Ouest et Nord-Ouest » enregistre le troisième plus fort effectif de cessations d'activité, soit 7,4 % des entreprises. Ce résultat n'a rien de surprenant compte tenu du fait que ce sont ces trois régions qui concentrent l'essentiel du tissu productif du pays.

Graphique 4 : Répartition des entreprises cessées par « zone économique »



Source : INS/RGE1 & 2, calculs des auteurs.

3.4.7. Décomposition du taux de mortalité des entreprises

Dans cette section, le taux de mortalité des entreprises sur la période de l'étude (2009 à 2016) est mis en exergue suivant certaines variables notamment le *secteur*, la *typologie*, la *forme juridique* et la *Région*. Selon le secteur, il ressort que les entreprises du tertiaire dominées par des entreprises de commerce ont le taux de mortalité le plus élevé, soit 36,1 %.

Du point de vue de la *taille des entreprises*, ce sont les **TPE** qui présentent le taux de mortalité le plus élevé, soit **45,6%**. Plus la taille de l'entreprise est importante, elle est moins susceptible de cesser son activité.

Suivant la *forme juridique* des entreprises, pour celles qui ont renseigné cette variable, ce sont les **Entreprises Individuelles**, dominées par les TPE qui ont le taux de décès le plus élevé, soit 40,7%.

Enfin, suivant la localité d'implantation de l'unité, l'on note que le taux de mortalité des entreprises est le plus élevé dans la Région de l'**Est** (peu pourvue en entreprises) et la Région du **Centre** (hors Yaoundé) avec respectivement 44,3% et 43,4%.

Tableau 6. Ventilation du taux de mortalité suivant les caractéristiques des entreprises

<i>Variable</i>	<i>Modalité</i>	<i>En cessation</i>	<i>Effectif initial (en 2008)</i>	<i>Taux de mortalité</i>
<i>Secteur</i>	<i>Primaire</i>	15	70	21,4
	<i>Secondaire</i>	274	855	32,0
	<i>Tertiaire</i>	1953	5411	36,1
	<i>Non déclaré</i>	74	122	60,7
	<i>Ensemble</i>	2316	6458	35,9
<i>Type</i>	<i>GE</i>	10	190	5,3
	<i>ME</i>	286	1385	20,6
	<i>PE</i>	740	2074	35,7
	<i>TPE</i>	1280	2809	45,6
	<i>Ensemble</i>	2316	6458	35,9
<i>Forme juridique</i>	<i>EI</i>	1032	2537	40,7
	<i>SARL</i>	874	2770	31,6
	<i>SA</i>	138	611	22,6
	<i>Autres forme Juridique</i>	105	289	36,3
	<i>Non déclaré</i>	167	251	66,5
	<i>Ensemble</i>	2316	6458	35,9
<i>Région</i>	<i>Douala</i>	1437	4067	35,3
	<i>Yaoundé</i>	448	1177	38,1
	<i>Adamaoua</i>	29	94	30,9
	<i>Centre</i>	36	83	43,4
	<i>Est</i>	35	79	44,3
	<i>Extrême-nord</i>	9	39	23,1
	<i>Littoral</i>	47	132	35,6
	<i>Nord</i>	23	96	24,0
	<i>Nord - Ouest</i>	40	122	32,8
	<i>Ouest</i>	132	351	37,6
	<i>Sud</i>	20	66	30,3
	<i>Sud- Ouest</i>	23	71	32,4
	<i>Non déclaré</i>	37	81	45,7
	<i>Ensemble</i>	2316	6458	35,9

Source : INS/RGE1 &2, calculs des auteurs.

4. Analyse descriptive de facteurs de la mortalité des entreprises

L'objet de cette section est de décrire les principaux facteurs de la mortalité des entreprises. Pour évaluer le pouvoir explicatif d'une variable par rapport à la mortalité, l'on effectue des tests de comparaisons de proportions pour identifier les différences significatives entre les deux groupes d'entreprises (cessées ou en activité). Les variables identifiées sont : les caractéristiques du Chef d'entreprises ou du Promoteur (*sexe, tranche d'âge, niveau scolaire, formation en entrepreneuriat, etc.*) et celles de l'entreprise (*taille, forme juridique, secteur d'activités, lieu d'implantation, etc.*).

Les résultats des tests de Khi 2 (P-value) de comparaison des proportions de ces quatorze (14) facteurs sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7. Test du khi-2 sur les facteurs potentiels de la mortalité

			<i>Actives</i>	<i>En cessation</i>	Total	P-valeur
<i>Caractéristiques</i>	<i>Variables</i>	<i>Modalités</i>	<i>Proportion (en %)</i>	<i>Proportion (en %)</i>		
<i>Du chef d'entreprise</i>	<i>Sexe</i>	<i>Féminin</i>	62,4%	37,6%	100%	0,023***
		<i>Masculin</i>	66,3%	33,7%	100%	
	<i>Tranche d'âge</i>	<i>Moins de 30 ans</i>	46,6%	53,4%	100%	0,000***
		<i>30-39</i>	55,5%	44,5%	100%	
		<i>40-49</i>	66,7%	33,3%	100%	
		<i>50-59</i>	69,2%	30,8%	100%	
		<i>Plus de 60 ans</i>	70,3%	29,7%	100%	
	<i>Niveau scolaire</i>	<i>Sans diplôme</i>	62,9%	37,1%	100%	0,000***
		<i>Primaire</i>	62,4%	37,6%	100%	
		<i>Secondaire</i>	61,0%	39,0%	100%	
		<i>Universitaire</i>	72,4%	27,6%	100%	
	<i>Type de formation en entrepreneuriat</i>	<i>Apprentissage</i>	60,2%	39,8%	100%	0,000***
		<i>Formation continue</i>	69,3%	30,7%	100%	
		<i>Formation professionnelle diplômante</i>	71,2%	28,8%	100%	
	<i>Nationalité</i>	<i>Camerounaise</i>	63,8%	36,2%	100%	0,302
		<i>Autre Afrique</i>	60,3%	39,7%	100%	
		<i>Hors Afrique</i>	66,9%	33,1%	100%	
	<i>Diplôme du dirigeant</i>	<i>Sans diplôme</i>	62,9%	37,1%	100%	0,000***
		<i>Moins du Bac</i>	61,0%	39,0%	100%	
		<i>Bac</i>	61,7%	38,3%	100%	
		<i>BTS /Licence</i>	67,7%	32,3%	100%	

			<i>Actives</i>	<i>En cession</i>		
<i>Caractéristiques</i>	<i>Variables</i>	<i>Modalités</i>	<i>Proportion (en %)</i>	<i>Proportion (en %)</i>	<i>Total</i>	<i>P-valeur</i>
	<i>Appréciation de l'environnement des affaires</i>	<i>Maitrise /Master et plus</i>	75,0%	25,0%	100%	0,285
		<i>Assez-bonne</i>	70,7%	29,3%	100%	
		<i>Bonne</i>	64,1%	35,9%	100%	
		<i>Mauvaise</i>	68,4%	31,6%	100%	
		<i>Sans opinion</i>	71,1%	28,9%	100%	
	<i>Adhésion à un syndicat</i>	<i>Non</i>	63,0%	37,0%	100%	0,000***
		<i>Oui</i>	77,7%	22,3%	100%	
<i>De l'Entreprise</i>	<i>Taille</i>	<i>GE</i>	94,7%	5,3%	100%	0,000***
		<i>ME</i>	79,4%	20,6%	100%	
		<i>PE</i>	64,3%	35,7%	100%	
		<i>TPE</i>	54,4%	45,6%	100%	
	<i>Forme juridique</i>	<i>EI</i>	59,3%	40,7%	100%	0,000***
		<i>SARL</i>	68,4%	31,6%	100%	
		<i>SA</i>	77,4%	22,6%	100%	
		<i>Autres forme Juridique</i>	63,7%	36,3%	100%	
	<i>Secteur d'activité</i>	<i>Primaire</i>	78,6%	21,4%	100%	0,03**
		<i>Secondaire</i>	68,0%	32,0%	100%	
		<i>Tertiaire</i>	63,9%	36,1%	100%	
	<i>Lieu d'implantation</i>	<i>Douala</i>	64,7%	35,3%	100%	0,055*
		<i>Yaoundé</i>	61,9%	38,1%	100%	
		<i>Adamaoua</i>	69,1%	30,9%	100%	
		<i>Centre</i>	56,6%	43,4%	100%	
		<i>Est</i>	55,7%	44,3%	100%	
		<i>Extrême nord</i>	76,9%	23,1%	100%	
		<i>Littoral</i>	64,4%	35,6%	100%	
		<i>Nord</i>	76,0%	24,0%	100%	
		<i>Nord-Ouest</i>	67,2%	32,8%	100%	
		<i>Ouest</i>	62,4%	37,6%	100%	
		<i>Sud</i>	69,7%	30,3%	100%	
		<i>Sud-Ouest</i>	67,6%	32,4%	100%	
	<i>Ratio Homme/Femme</i>	<i>inf. à 1</i>	67,2%	32,8%	100%	0,000***
		<i>1 à 5</i>	68,4%	31,6%	100%	
		<i>Sup à 5</i>	79,2%	20,8%	100%	
		<i>Infini (pas de femme)</i>	56,7%	43,3%	100%	

Source : INS/RGE 1 & 2, calculs des auteurs.

Notes : *** (**) [*] indique la significativité à 1% (5%) [10%].

Lorsqu'on observe l'ensemble des caractéristiques du tableau précédent, il en ressort que la quasi-totalité des proportions observées est en général plus élevée dans l'échantillon des entreprises « *actives* » par rapport à celles « *en cessation* ». La différence des proportions est

quasiment partout significative (*au seuil de 5%*), démontrant l'importance de ces variables par rapport à la variable principale de l'étude.

Concernant l'influence du secteur d'activité sur la mortalité des entreprises, il se dégage clairement que les disparitions semblent plus nombreuses et à peu près équivalentes dans les secteurs secondaire et tertiaire (secteurs devenus très concurrentiels avec l'arrivée massive des produits chinois dans le marché camerounais).

5. Analyse des déterminants de la mortalité des entreprises

Les chapitres précédents ont permis de mieux comprendre, dans une perspective univariée, les facteurs de la mortalité des entreprises et leurs impacts sur la croissance et l'emploi. La recherche des facteurs déterminants de la mortalité des entreprises afin de faire ressortir les éléments essentiels sur lesquels les stratégies devraient agir, se base sur l'analyse économétrique. Elle permettra en effet de modéliser le statut d'inactivité (cessation d'activité) et de quantifier l'importance de chaque facteur retenu dans l'explication de la situation des fermetures d'entreprises au Cameroun. A cet effet il est d'abord rappelé les différentes approches d'analyse de la survie des entreprises, ensuite la spécification le modèle d'analyse économétrique retenu, le cadre statistique de l'estimation et enfin l'analyse des résultats.

5.1. Approches d'analyse de la survie des entreprises

La plupart des études sur la survie des entreprises recourent aux régressions probabilistes ou logistiques et aux modèles de durée pour examiner les chances de survie des entreprises nouvellement créées.

Dans ce travail, la probabilité de survenue de l'état de « fermeture » de l'entreprise dans le temps est la variable d'intérêt. L'outil adapté à cet effet est un modèle de survie. Ce modèle permet de prendre en compte le caractère dynamique du processus porté par la variable « temps de survenue » de l'évènement d'intérêt ; chose qui est impossible avec les modèles logit.

Concrètement, une attention portée sur le processus de constitution de notre population d'étude ainsi que sur les objectifs de l'étude conduisent à penser qu'immanquablement, les données sont censurées à droite de type III ou sont à censure aléatoire de type I. En effet, elles le sont à droite parce que l'évènement « la fermeture de l'entreprise » n'a pu être observée pour toutes les entreprises à la date d'observation. On sait seulement que certaines ont continué d'exercer et ont pu fermer bien après notre période limite de référence. Puisque certaines entreprises sont introuvables et d'autres n'ont pas subi l'évènement, sont toujours en activité et qu'on ne sait quand est-ce qu'elles auront fermé, alors on peut dire que cette censure à droite est aussi aléatoire (D. HOSMER, 2008). Cela est classique dans les analyses ayant pour point d'ancrage des modèles de survie.

L'analyse peut être abordée de la façon suivante : On teste un modèle explicatif de la disparition (ou, symétriquement, de la survie) des entreprises. Une analyse *probit*, dont la variable dépendante est binaire (*elle vaut 1 si l'entreprise a disparu, 0 sinon*) permet de mesurer l'incidence de différents facteurs « *toutes choses égales par ailleurs* » sur le fait d'avoir disparu.

5.2. Spécification du modèle d'analyse économétrique

Rappelons qu'en l'état il n'est pas possible de distinguer les faillites des autres causes de décès ou de disparition, mais également de situer avec exactitude la date de décès pour la majorité des entreprises concernées. L'analyse porte par conséquent sur l'étude des décès, et non sur celle des faillites d'entreprises, et ce indépendamment du moment du décès que l'on sait être intervenu entre 2009 et 2016 inclus.

La méthode d'analyse économétrique pour analyser les déterminants de la mortalité des entreprises est décrite dans l'encadré n°1 ci-dessous.

Encadré 2 : Méthode d'analyse des déterminants de la mortalité des entreprises

Le modèle retenu s'écrit comme suit :

(1) $Y^* = \beta'x + \varepsilon$, où Y^* est la variable latente, β le vecteur des paramètres, x le vecteur des variables explicatives connues et ε le résidu représentant les facteurs explicatifs inconnus.

Dans le contexte de l'étude, Y^* est le taux de survie potentiel (non observé) qui dépend des caractéristiques internes de l'entreprise, des caractéristiques du promoteur/principal dirigeant et de l'environnement externe de l'entreprise.

La prise de décision en matière de création d'entreprise, procède de l'analyse du risque, qui est basée sur la capacité de l'entreprise à survivre à un horizon donné. Cette capacité s'exprime habituellement par la probabilité qu'à l'échéance, l'entreprise soit dans une situation donnée. Ici, nous postulons le modèle suivant :

$$Y=0 \text{ si } Y^* \leq \mu_1$$

(2) $Y=1$ sinon

La variable Y est observée et correspond à la situation d'activité déclinée en deux catégories (actif, inactif).

L'ensemble des probabilités est donné par la formule (3), en choisissant une loi logistique.

$$(3) \quad P(Y=0) = P(Y^* \leq \mu_1) = e^{\mu_1 - \beta'x} / (1 + e^{\mu_1 - \beta'x})$$

$$P(Y=1) = P(Y^* > \mu_1) = 1 - e^{\mu_1 - \beta'x} / (1 + e^{\mu_1 - \beta'x})$$

Le jeu des coefficients β et μ_1 , s'obtient par estimation au moyen de la fonction du maximum de vraisemblance.

Les effets marginaux, qui mesurent la variation de probabilité due à une variable donnée, sont obtenus par la formule (4) ci-après :

$$\partial P(Y=0) / \partial x = -\beta * e^{\mu_1 - \beta'x} / (1 + e^{\mu_1 - \beta'x}) * (1 - e^{\mu_1 - \beta'x} / (1 + e^{\mu_1 - \beta'x}))$$

$$(4) \quad \partial P(Y=1) / \partial x = \beta * e^{\mu_1 - \beta'x} / (1 + e^{\mu_1 - \beta'x})^2$$

Les coefficients estimés ne sont pas interprétables, mais leurs signes ainsi que les effets marginaux le sont et permettent de se faire une idée de la contribution de chaque facteur à la situation d'activité.

Les variables susceptibles d'expliquer la mortalité (ou inversement la survie) d'une entreprise sont détaillées ci-après. Sur la base de la revue de littérature, nous postulons que :

- **les caractéristiques du chef d'entreprise/principal dirigeant sont susceptibles d'influencer le risque de mortalité de l'entreprise sur la période.**

- i) Le **sexe**: la femme est connue comme ayant une forte aversion du risque ; en conséquence, on s'attendrait à ce qu'une entreprise qu'elle crée ait plus de chance de survivre (donc moins de risque de décès). A l'opposée, elle est en théorie désavantagée sur le marché des facteurs de production (crédits bancaires, terres, etc.) et son entreprise risque de ne pas pouvoir surmonter les difficultés y relatives ;
 - ii) Le **niveau scolaire** : Un promoteur plus instruit réaliserait davantage de bénéfices que ses concurrents, ce qui lui permettrait de maintenir son activité. A l'opposé, il peut aller à l'encontre de la survie de l'entreprise, dans l'éventualité où il ne permet pas au chef d'entreprise d'améliorer significativement sa situation et ses perspectives, alors qu'il gagnerait d'être embauché comme salarié dans le secteur formel.
 - iii) L'**âge du chef d'entreprise** : devrait également avoir une incidence sur la survie des entreprises surtout à partir d'un certain seuil, qui correspondrait à l'âge de la retraite qu'il s'est fixé. Lorsqu'il n'a pas d'héritier, et qu'il a réalisé peu d'investissement, la probabilité est forte qu'il ferme l'entreprise, dans la mesure où il a des revenus suffisants pour subsister.
- **Les caractéristiques de l'entreprise en début de période ont également des chances d'influencer sa pérennité, au premier rang desquelles :**
 - iv) Son **âge** (si l'on prend en compte l'hypothèse d'un cycle de vie de la firme)
 - v) Sa **taille** (si l'on montre qu'il existe des "tailles critiques" dans certains secteurs ou plus généralement dans les entreprises).
 - **Les caractéristiques susceptibles de mettre en difficulté l'entreprise dans certaines circonstances :**
 - vi) La **concurrence** surtout celle des produits étrangers et la faible productivité des entreprises aurait des effets néfastes sur leur survie;
 - vii) l'excès de **charges fixes** relativement à l'espérance des recettes ;
 - viii) la **part de salariés dans la main d'œuvre** qui pourrait avoir des incidences directes sur la survie de l'entreprise ;
 - ix) le **recours au crédit bancaire** ou de façon de plus large les conditions de financement de l'entreprise.

Ces variables peuvent être introduites dans le modèle sous la forme de variables qualitatives (*sexe*, *niveau scolaire* par exemple) ou quantitatives (*âge*, *nombre d'actifs*...), ces dernières pouvant être rendues discrètes (*en tranche*) par exemple pour mettre en évidence des effets non linéaires.

Le tableau ci-après dresse un panorama des variables susceptibles d'expliquer le phénomène de mortalité des entreprises.

Tableau 8. Facteurs susceptibles d'expliquer la mortalité des entreprises

Groupes de Variables	Facteurs	Modalités
Caractéristiques du Gestionnaire	<i>Sexe</i>	❖ Homme ; ❖ Femme.
	<i>Niveau scolaire</i>	❖ Sans niveau ; ❖ Primaire ; ❖ Secondaire ; ❖ Supérieur ;
	<i>Etat matrimonial</i>	❖ Célibataire ; ❖ Marié(e) monogame ; ❖ Marié(e) Polygame ; ❖ Veuf (ve) / Divorcé (e).
	<i>Type de Formation reçue par le Gestionnaire ou Promoteur</i>	❖ Formation Professionnelle diplomate ; ❖ Apprentissage ; ❖ Formation continue ;
	<i>Nationalité</i>	❖ Camerounais ; ❖ Etranger.
	<i>Age</i>	-
Caractéristiques de l'entreprise	<i>Forme juridique</i>	❖ Entreprise Individuelle (EI) ; ❖ Société Anonyme à Responsabilité Limitée (SARL) ; ❖ Société Anonyme (SA) ; ❖ Autres Formes Juridiques (AFJ).
	<i>Secteur d'activité</i>	❖ Primaire ; ❖ Secondaire ; ❖ Tertiaire.
Environnement des affaires	<i>Localisation géographique</i>	Les 10 régions administratives.
	<i>Obstacles à l'entrepreneuriat</i>	❖ Corruption ; ❖ Fiscalité ; ❖ Accès au crédit ; ❖ Formalités administratives ; ❖ Coût de financement, etc.
	<i>Appréciation du climat des affaires</i>	❖ Assez bonne ; ❖ Bonne ; ❖ Mauvaise ; ❖ Sans opinion ;

5.3. Estimation du Modèle économétrique

Compte tenu de la contrainte de taille de l'échantillon, un seul modèle est estimé à savoir celui sur l'ensemble des entreprises. Les variables explicatives retenues figurent dans le tableau ci-dessous. L'estimation du modèle qui porte sur 3315 entreprises, est faite à l'aide des procédures intégrées sur un logiciel courant de statistiques.

Les statistiques du modèle (cf. Annexe) montrent que celui-ci est globalement significatif, autrement dit les facteurs retenus expliquent la situation de la mortalité au Cameroun. Par ailleurs, le modèle affiche un taux de bonne prédiction de 66,48 %, ce qui veut dire qu'en moyenne, la spécification retenue permet de classer correctement deux entreprises sur trois. Toutefois, les statistiques des tests des effets individuels indiquent que certaines variables ne sont pas significatives. Il s'agit du sexe du

promoteur, du secteur d'activité, de la nationalité du promoteur et du ratio homme-femme. Les autres variables ont une contribution plus significative dans l'analyse de la mortalité.

5.4. Analyse des déterminants fondamentaux de la mortalité des entreprises au Cameroun

Pour apprécier la significativité des coefficients pour chaque variable, il faut se référer comme c'est le cas en pratique, à la p - value. Les analyses pour chacun des facteurs explicatifs de type qualitatif sont faites en comparaison à une modalité considérée comme référence. Ces modalités sont mises entre parenthèses dans le tableau 9.

Les résultats d'estimation indiquent que le diplôme du dirigeant est un facteur important pour appréhender le risque de mortalité. Les coefficients associés à « Moins du Bac », « Bac » et « BTS-licence » sont significativement positifs. Cela traduit le fait qu'être un promoteur dont le diplôme est « supérieur » augmente la chance de survie de l'entreprise. Aussi, il apparaît que, le fait pour un dirigeant d'avoir un diplôme inférieur au Bac accroît la probabilité de décès de l'entreprise de près de 12 %, contre 7,5 % lorsque le dirigeant a un diplôme équivalent au BTS ou la licence.

Ce constat confirme le rôle clé reconnu à l'éducation et plus généralement la formation en matière de développement de l'entrepreneuriat. Le promoteur qui est bien instruit, prend généralement toutes les dispositions pour mener des études préalables à la création de son entreprise, pour assurer son management une fois lancée, afin de sauver celle-ci d'une fermeture précoce.

La taille de l'entreprise est de loin le principal déterminant de la mortalité des entreprises au Cameroun. En effet, le fait d'être une TPE accroît de près de 40 %, la probabilité de décès ; être une PE accroît la probabilité de décès de 31,4 % tandis qu'être une ME accroît cette probabilité de seulement 20,0 %.

Pour ce qui est de la forme juridique de l'entreprise, les résultats montrent qu'il a un effet important sur la durée de vie de l'entreprise. Le fait d'être une entreprise individuelle augmente le risque de mortalité de plus de 9,0 % par rapport à la SARL. Avoir une autre forme juridique (différente de la SA, SARL ou de l'EI) accroît le risque de mortalité de près 10,5 % relativement à une SARL. Dans le contexte camerounais, l'entreprise individuelle est généralement qualifiée de « familiale » traduisant une logique de fonctionnement peu portée vers le souci de rentabilité et de développement de l'activité, toute chose qui peut expliquer pourquoi cette catégorie peut présenter une certaine propension à la fermeture précoce.

La localisation de l'entreprise influence aussi beaucoup la survie de l'entreprise. Par rapport à une entreprise implantée dans le septentrion, un promoteur dont l'unité de production est localisée dans le groupe de région constitué du Littoral et du sud-ouest est plus sujette au risque de décès ; plus

spécifiquement, être implanté dans ces zones accroît la probabilité de décès de près de 8,0%. Une implantation dans la zone du Centre-Sud-Est fait croître la probabilité de décès de l'entreprise de 9,0%, relativement à celle implantée dans le septentrion. Les entreprises implantées dans la région de l'ouest et du nord-ouest ont seulement 6,0% de chances de plus de décès relativement aux entreprises implantées dans le septentrion.

Un facteur tout aussi explicatif de la mortalité des entreprises au Cameroun est l'âge du promoteur. Relativement aux entreprises dont le dirigeant est âgé entre 50 et 59 ans, les entreprises dont le dirigeant a moins de 30 ans, ou un âge compris entre 30 et 39 ans ont plus de chances de décéder. Concrètement, avoir à sa tête un dirigeant de moins de 30 ans accroît de 8,2% le risque de décès de l'entreprise, contre 5,9% lorsque le dirigeant est âgé entre 30 et 39 ans.

Le type de formation suivi par le dirigeant de l'entreprise influence aussi dans une certaine mesure, la mortalité de l'entreprise. Il apparaît dans le modèle spécifié ici que, relativement aux entreprises dont les dirigeants ont suivi une formation professionnelle diplômante, les entreprises dont le dirigeant a suivi un apprentissage ont 4,0 % de risque en plus de décéder.

Tableau 9. Résultats de l'estimation du modèle économétrique

Variable (Modalité référence)	Effets marginaux	P_valeur
Taille de l'Entreprise (Grande Entreprise)		
• Très petite entreprise	0,393	0***
• Petite entreprise	0,314	0***
• Moyenne entreprise	0,1922	0***
Diplôme du dirigeant (Master_DEA)		
• Moins du Bac	0,1196	0***
• Bac	0,125	0***
• BTS_Licence	0,0739	0,001***
• Sans diplôme	0,0323	0,49 (NS)
Appréciation de l'environnement des affaires (Sans opinion)		
• Bonne	0,1384	0,005***
• Assez bonne	0,0162	0,591 (NS)
• Mauvaise	0,0044	0,869 (NS)
Forme juridique (SARL)		

<i>Variable (Modalité référence)</i>	<i>Effets marginaux</i>	<i>P_valeur</i>
• <i>Société Anonyme</i>	0,05	0,212 (NS)
• <i>Entreprise Individuelle</i>	0,0891	0***
• <i>Autre Forme Juridique</i>	0,1051	0***
<i>Zone géographique (Septentrion)</i>		
• <i>Littoral+Sud-Ouest</i>	0,0792	0,025**
• <i>Centre+Sud_Est</i>	0,0901	0,015**
• <i>Ouest+Nord-Ouest</i>	0,0654	0,091*
<i>Tranche d'âge (50-59 ans)</i>		
• <i>Moins de 30 ans</i>	0,0821	0,093*
• <i>30-39 ans</i>	0,0597	0,017**
• <i>40-49 ans</i>	0,0066	0,752 (NS)
• <i>Plus de 60 ans</i>	-0,0038	0,895 (NS)
<i>Nationalité du dirigeant (Hors Afrique)</i>		
• <i>Cameroun</i>	0,0037	0,933 (NS)
• <i>Autre Afrique</i>	0,0973	0,18 (NS)
<i>Type de formation (Formation Pro Diplômante)</i>		
• <i>Apprentissage</i>	0,0403	0,071*
• <i>Formation continue</i>	0,0005	0,986 (NS)
<i>Sexe (Masculin)</i>		
• <i>Femme</i>	-0,0183	0,44 (NS)
<i>Secteur d'activité (primaire)</i>		
• <i>Secondaire</i>	-0,0357	0,728 (NS)
• <i>Tertiaire</i>	-0,0903	0,367 (NS)
<i>Ratio Homme/Femme (Ratio supérieur à 5)</i>		
• <i>Pas d'homme (Ratio nul)</i>	-0,0082	0,864 (NS)
• <i>Ratio inférieur à 1</i>	0,0203	0,543 (NS)
• <i>Ratio entre 1 et 5</i>	0,0236	0,404 (NS)
• <i>Pas de femme (Ratio infini)</i>	-0,0074	0,816 (NS)

Sources : Nos calculs ; **Notes** : **** (*) [*] indique la significativité à 1% (5%) [10%]. NS : Non Significatif

L'analyse des interactions entre les principaux déterminants de la mortalité révèle d'autres faits marquants.

5.4.1. Interaction entre le secteur d'activité et le type de formation du dirigeant

A l'examen du tableau ci-dessous, il apparaît qu'il n'existe aucune interaction entre le type de formation et le secteur d'activité. En effet, aucune p valeur n'est significative.

Tableau 10. Interaction entre la taille de l'entreprise et le type de formation du dirigeant

<i>Secteur d'activité (Primaire)</i>	<i>Type de formation (Formation pro diplôme)</i>	<i>Effet principal</i>	<i>P valeur</i>
<i>Secondaire</i>	<i>Apprentissage</i>	0,3799	0,696 (NS)
	<i>Formation continue</i>	-2,6026	0,210 (NS)
<i>Tertiaire</i>	<i>Apprentissage</i>	-0,5200	0,956 (NS)
	<i>Formation continue</i>	-2,0593	0,309 (NS)

Sources : Nos calculs.

Note : () entre parenthèses, la modalité de référence. NS (Non Significatif).

5.4.2. Interaction entre la taille de l'entreprise et la nationalité du dirigeant

Ici aussi, il apparaît qu'aucune interaction possible n'est établie entre la nationalité du dirigeant et la taille de l'entreprise

Tableau 11. Interaction entre la taille de l'entreprise et la nationalité du dirigeant

<i>Taille de l'Entreprise (Grande Entreprise)</i>	<i>Nationalité du dirigeant (Hors Afrique)</i>	<i>Effet principal</i>	<i>P- valeur</i>
<i>Très petite entreprise</i>	<i>Cameroun</i>	0,7408	0,622 (NS)
	<i>Autre Afrique</i>	11,6727	0,986 (NS)
<i>Petite entreprise</i>	<i>Cameroun</i>	0,3776	0,799 (NS)
	<i>Autre Afrique</i>	12,7545	0,985 (NS)
<i>Moyenne entreprise</i>	<i>Cameroun</i>	0,5634	0,706 (NS)
	<i>Autre Afrique</i>	11,9995	0,986 (NS)

Sources : Nos calculs. NS (Non Significatif).

5.4.3. Interaction entre le type de formation et la tranche d'âge

Il existe une interaction entre le type de formation et la tranche d'âge du promoteur. En effet, en comparaison aux entreprises dont les dirigeants ont suivi une formation professionnelle diplômante et âgé de 50 à 59 ans, les entreprises dont les dirigeants ont suivi une formation continue et âgé de 40 à 49 ans ont moins de chance de décéder.

Tableau 12. Interaction entre le type de formation et la tranche d'âge

Type de formation (Formation Pro Diplômante)	Tranche d'âge (50-59 ans)	Effet principal	P-valeur
Apprentissage	<i>Moins de 30 ans</i>	-0,0134	0,977 (NS)
	<i>30-39 ans</i>	-0,2567	0,322 (NS)
	<i>40-49 ans</i>	0,1123	0,62 (NS)
	<i>Plus de 60 ans</i>	0,2249	0,46 (NS)
Formation continue	<i>Moins de 30 ans</i>	-0,5499	0,42 (NS)
	<i>30-39 ans</i>	-0,4068	0,287 (NS)
	<i>40-49 ans</i>	-0,7178	0,035**
	<i>Plus de 60 ans</i>	-0,5466	0,289 (NS)

Sources : Nos calculs. **Notes** : (**) [*] indique la significativité à 5%.

NS : Non Significatif

5.4.4. Interaction entre le diplôme du dirigeant et l'appréciation du climat des affaires

Les entreprises dont les dirigeants ont moins du BAC et qui ont soit une bonne opinion de l'environnement des affaires soit une mauvaise opinion de l'environnement des affaires ont moins de chance de décéder relativement aux entreprises dont les dirigeants ont un DEA et qui n'ont pas d'opinion.

Tableau 13. Interaction entre le diplôme du dirigeant et l'appréciation du climat des affaires

Diplôme du dirigeant (Master_DEA)	Appréciation de l'environnement des affaires (Sans opinion)	Effet principal	P-valeur
Moins du BAC	<i>Bonne</i>	-1,5613	0,021**
	<i>Assez bonne</i>	-0,6553	0,113 (NS)
	<i>Mauvaise</i>	-0,9919	0,006***
BAC	<i>Bonne</i>	-0,315	0,643 (NS)
	<i>Assez bonne</i>	-0,0983	0,82 (NS)
	<i>Mauvaise</i>	-0,4388	0,258 (NS)
BTS_Licence	<i>Bonne</i>	-0,3933	0,482 (NS)
	<i>Assez bonne</i>	-0,0801	0,828 (NS)
	<i>Mauvaise</i>	-0,3555	0,275 (NS)
Sans diplôme	<i>Bonne</i>	-0,7692	0,564 (NS)
	<i>Assez bonne</i>	-0,701	0,511 (NS)
	<i>Mauvaise</i>	-0,5567	0,585 (NS)

Sources : Nos calculs ; **NS** (Non Significatif)

6. Conclusion et recommandations

6.1. Conclusion

Dans un contexte caractérisé par une mortalité précoce des entreprises, le Gouvernement a initié des actions d'assainissement du dispositif d'accompagnement des entreprises, en l'occurrence les PME.

La présente étude s'est globalement attelée à mener une analyse de la mortalité des entreprises du secteur moderne au Cameroun pendant la période intercensitaire, c'est-à-dire entre 2009 et 2016 à partir de la base de l'enquête de structure qui constituait l'ossature du tissu économique en 2009.

Ainsi, il apparaît que sur les 6 458 entreprises de départ, 2 316 ont cessé leur activité pendant la période intercensitaire, la quasi-totalité (environ 95 %) ayant arrêté l'activité avant 2014. Ce qui permet de situer le taux global de cessation d'activités à près de 36 % sur la période sous revue.

Trois déterminants fondamentaux de la mortalité des entreprises se dégagent à l'issue de cette investigation. Par ordre d'importance, il s'agit de :

- **la taille de l'entreprise** : elle semble être la variable qui influence le plus la mortalité. En effet, par comparaison avec les Grandes Entreprises (GE), une Moyenne Entreprise (ME) a près de 20 % de risque en plus de cesser ses activités. Ce risque supplémentaire est de 31 % pour une Petite Entreprise (PE) et 39% pour une Très Petite Entreprise (TPE) ;
- **le diplôme du dirigeant (ou du principal promoteur)** : c'est le facteur le plus significatif après la taille de l'entreprise. Les résultats obtenus montrent que relativement à une entreprise dont le dirigeant est titulaire d'un **Master** (ou **DEA**), celles dirigées par un promoteur possédant un **BTS** ou une **Licence** ont 7 % de risques supplémentaires de cesser leurs activités. Et pour celles dont le dirigeant a le niveau BAC, ce risque supplémentaire de cessation est de 12 %.
- **la forme juridique de l'entreprise** : pour cette variable, l'étude montre par exemple que relativement à une Société Anonyme à Responsabilité Limitée (SARL), une Entreprise Individuelle (EI) a 9 % de chance en plus de cesser ses activités.

Pour les autres variables d'analyse, la structure des entreprises ayant cessé leur activité épouse la concentration globale du tissu productif. Ainsi, il y ressort que **la grande majorité des entreprises en cessation est implantée au Littoral**, opère dans le **secteur tertiaire** et appartient au **segment des Très Petites Entreprises (TPE)**.

6.2. Limites de l'étude

La première limite qui peut être soulignée dans la présente étude est celle de n'avoir pas pu décliner année après année, et ce durant toute la période intercensitaire, les décès d'entreprises. En effet, compte tenu des données disponibles, il n'a pas été possible de ventiler les décès que pour les années 2014, 2015 et 2016. Il a de ce fait été impossible de présenter les mêmes statistiques entre 2009 et 2012 du fait de l'indisponibilité pour ces années, de données sur les DSF et sur le fichier des contribuables. Disposer de telles informations aurait en effet permis de conduire une analyse de survie ; ce qui aurait permis d'aboutir à des conclusions plus riches qu'un simple modèle logistique comme celui employé dans cette étude.

Une autre limite de l'étude est celle d'avoir utilisé une base tronquée en ne gardant que les observations pour lesquelles les variables d'intérêt de notre modèle étaient renseignées et ce, en raison des difficultés à imputer certaines de ces variables ; par exemple le *sexe du dirigeant* ou encore la *perception du climat des affaires* se prêtaient difficilement à de telles imputations. L'utilisation de la base entière aurait certainement permis d'obtenir des résultats plus intéressants, notamment en ce qui concerne l'influence du sexe du dirigeant sur la cessation d'activité.

6.3. Recommandations

L'étude a mis en évidence les principaux déterminants de la cessation d'activité pendant la période intercensitaire. Se basant sur ces résultats, les recommandations suivantes sont formulées :

✓ *mettre en place un système de surveillance de proximité auprès des entreprises ;*

Ledit système aura pour objectif de pouvoir déceler à temps les signaux de détresse³ que pourrait émettre une entreprise et de le référer aux structures compétentes en temps opportun.

✓ *entreprendre des nouvelles études plus systématiques sur la mortalité des entreprises ;*

A cet effet, il faudrait recueillir des données encore plus précises auprès des entreprises et des administrations compétentes.

✓ *créer un environnement propice à la survie et à la pérennité des entreprises.*

A l'évidence, la création d'entreprises est pour le promoteur ainsi que la société une action indispensable à la création des richesses et emplois à court, moyen ou long terme. Mais pour que cette entreprise puisse jouer son rôle, encore faudrait-il la faire évoluer dans un écosystème favorable à sa croissance.

³ Ici on entend tout signal qui précède l'arrêt d'activité.

✓ ***favoriser le développement d'une culture entrepreneuriale, notamment auprès des jeunes.***

En effet, l'étude met en évidence le fait qu'une entreprise modèle, c'est-à-dire constituée en SARL, gérée par un promoteur bien instruit, expérimenté, et opérant dans un secteur vital comme l'agriculture est un meilleur moyen de réduire sensiblement la mortalité. Mais les modes de gestions familiales constatés dans les entreprises individuelles, si elles ne sont pas adressées, pourront toujours impacter le tissu économique à cause de cette absence de culture entrepreneuriale.

✓ ***créer un environnement propice au développement des PME.***

Il est indispensable d'une part, de mettre en place au sein des Centre de Formalité de Création des Entreprises (CFCE) un bureau dédié à l'accompagnement des PME avec des personnels bien formés et des ressources financières et matérielles adéquates et d'autre part, d'instaurer un mécanisme de contrôle de fiabilité des adresses des promoteurs.

Références bibliographiques

- [1] Aldrich, H., Renzulli, L., Langton, N. (1998). *Passing on privilege: Resources provided by self-employed parents to their self-employed children*. Research in Social Stratification and Mobility 16:291-317
- [2] Bates Timothy (1990). *Entrepreneur Human Capital Inputs and Small Business Longevity; The Review of Economics and Statistics*, Vol. 72, num 4, pp 551-559
- [3] Becker, G. (1964). *Human Capital*. University of Chicago Press, Chicago
- [4] Bosma, N., Van Praag, M., Thurik, T. and Wit, G. (2004). *The Value of Human and Social Capital Investments for the Business Performance of Startups*. Small Business Economics, 23, pp 227-236
- [5] Bruderl, J. and Preisendorfer, P. (1998). *Network Support and Success of Newly Founded Businesses*. Small Business Economics, 10, pp 213-225
- [6] BRYANT S. (1997). *A Case-Based Reasoning Approach to Bankruptcy Prediction Modelling*, Intelligent Systems in Accounting, Finance and Management 6, p.195-214.
- [7] Carroll, Glenn R. and Mosakowski, Elaine (1987). *The Career Dynamics of Self-Employment*. Administrative Science Quarterly, Vol. 32, Issue 4, p. 570-589.
- [8] COLLONGUES Y. (1977). *Ratios financiers et prévision de faillites des petites et moyennes entreprises*, Gestion et technique bancaires, num 365, pp. 963-970
- [9] Cooper A.C., Gimeno-Gascon F. J., Woo C. Y., (1994). *Initial Human and Financial Capital as Predictors of New Venture Performance*; Journal of Business Venturing, vol.9, num 5, pp371-395
- [10] Davidson, P. and Honig, B. (2003). *The role of Social and Human Capital among Nascent entrepreneurs*. Journal of Business Venturing, 18, pp 301-331.
- [11] Institut National de la Statistique du Cameroun. (2016). *Deuxième Recensement Général des entreprises*.
- [12] Institut National de la Statistique du Cameroun. (2009). *Premier Recensement Général des entreprises*.
- [13] KOENIG G. (1985). *Entreprises en difficultés : des symptômes aux remèdes*. Revue Française de Gestion, pp.84-92.
- [14] Laband D. Nand Lentz B. F. (1985). *The roots of Success: Why Children Following Their Parent's Footsteps*; New York: Praeger
- [15] Mincer, J., (1974). *Schooling, Experience and Earnings*. New York: Columbia University Press.
- Nahapiet, J., Ghoshal, S., 1998. Social capital, intellectual capital, and the organizational advantage. Academy of Management Review 23(2):242-266.
- [16] OOGHEH., VANWYMEERSCH C. (1985). *Traité d'analyse financière*. Tome I, 2^{ème} Edition, Presses Universitaires de Namur.

- [17] Schumpeter J.A. (1934); *The Theory of Economic Development*, (traduit par R. Opie). Harvard University Press, Cambridge, U.S.A
- [18] TAFFLERR., *Forecasting Company Failure in the UK using Discriminant Analysis and Financial Ratio Data*; Journal of Royal Statistical Society, 1982, 145 (3), p.342-358
- [19] Schultz, T., (1959). *Investment in man: An economist's view*. The Social Service Review 33(2):6975
- [20] Timothy Bates, *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 72, No. 4 (Nov., 1990), pp.551-559
- Toulouse, J.M. (1990). La culture entrepreneuriale. Cahier de recherche 90-03-02. *Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter*. École des HEC de Montréal.
- [21] Uzzi, B., (1999). *Embeddedness in the making of financial capital: How social relations and networks benefit firms seeking financing*. American Sociological Review 64(4):481-505
- [22] Wiklund J., Shepherd D.A., (2001); *Intentions and Growth: The moderating Role of Resources and Opportunities*; Academy of Management Proceedings, 2001 ENT: F1

ANNEXES

Annexe 1 : Equipe Technique

❖ *Supervision générale*

1. TEDOU Joseph, *Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)*
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, *Directeur Général Adjoint, INS*

❖ *Coordination technique*

1. AMOUGOU René Aymar B., *Chef du Département des Statistiques d'Entreprises*
2. FANDIO TCHABO Ferdinand, *Secrétaire Permanent du plan comptable*

❖ *Equipe de rédaction*

1. FANDIO TCHABO Ferdinand, *Secrétaire Permanent du plan comptable*
2. GHEAHNJIM Odilon Isaïe Aurèle, *Chef Service de la Formation*
3. KONAI Fidèle, *Chargé d'Etudes Assistant*
4. OLINGA Martin Paul, *Cadre*
5. NSONG NTOCK Noël Magellan Nino, *Cadre*

❖ *Equipe de relecture*

1. OUMAROU IBN-EL Hamid, *Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable*
2. GUEMO KITIO Claudin Ford, *Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable*
3. METANGMO Janvier, *Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs*
4. TCHAKOUNTE NGOHO Romain, *Chargé d'Etudes à la Division des Traitements et des Systèmes d'Information Géographiques*
5. FOTSO MAYAP Nina épse SIKUBE, *Chargé d'Etudes Assistant à la Division du Développement des Applications et de la Maintenance*
6. NANA FEUKEU Armand, *Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable*

Annexe 2 : Estimation des coefficients du modèle

❖ Listing des coefficients du modèle estimé

Variable (Modalité référence)	Coefficient	Ecart type	Statistique de wald	P_valeur
Taille de l'Entreprise (Grande entreprise)				
Très Petite entreprise	2,955	0,738	4,00	0,000***
Petite entreprise	2,609	0,738	3,54	0,000***
Moyenne entreprise	1,995	0,737	2,70	0,007***
Diplôme du dirigeant (Master/DEA)				
· Moins du Bac	0,553	0,127	4,34	0,000***
· Bac	0,577	0,119	4,85	0,000***
· BTS/Licence	0,351	0,101	3,45	0,001***
· Sans diplôme	0,157	0,224	0,70	0,482 (NS)
Appréciation de l'environnement des affaires (Sans opinion)				
· Bonne	0,620	0,218	2,85	0,004***
· Assez bonne	0,076	0,141	0,54	0,592 (NS)
· Mauvaise	0,021	0,126	0,16	0,869 (NS)
Forme juridique (SARL)				
· Société Anonyme	0,245	0,192	1,27	0,202 (NS)
· Entreprise Individuelle	0,425	0,103	4,12	0,000***
· Autre Forme Juridique	0,498	0,123	4,04	0,000***
Zone géographique (Septentrion)				
· Littoral/Sud-Ouest	0,388	0,182	2,13	0,033**
· Centre/Sud/Est	0,438	0,188	2,33	0,020**
· Ouest/Nord-Ouest	0,322	0,196	1,65	0,100*
Tranche d'âge (50-59 ans)				
· Moins de 30 ans	0,374	0,217	1,72	0,089*
· 30-39 ans	0,274	0,115	2,39	0,016**
· 40-49 ans	0,031	0,098	0,32	0,721 (NS)
· Plus de 60 ans	-0,018	0,135	-0,13	0,861 (NS)
Nationalité du dirigeant (Hors Afrique)				
· Cameroun	0,017	0,205	0,08	0,933 (NS)
· Autre Afrique	0,439	0,326	1,34	0,179 (NS)
Type de formation (Formation Pro Diplômante)				
· Apprentissage	0,186	0,102	1,82	0,069*
· Formation continue	0,002	0,136	0,02	0,986 (NS)
Sexe (Masculin)				
· Femme	-0,086	0,112	-0,77	0,444 (NS)

Variable (Modalité référence)	Coefficient	Ecart type	Statistique de wald	P_valeur
Secteur d'activité (primaire)				
· Secondaire	-0,159	0,454	-0,35	0,726 (NS)
· Tertiaire	-0,409	0,442	-0,93	0,355 (NS)
Ratio Homme/Femme (Ratio supérieur à 5)				
· Pas d'homme (Ratio nul)	-0,039	0,227	-0,17	0,864 (NS)
· Ratio inférieur à 1	0,095	0,157	0,61	0,544 (NS)
· Ratio entre 1 et 5	0,110	0,133	0,83	0,408 (NS)
· Pas de femme (Ratio infini)	-0,035	0,150	-0,23	0,816 (NS)

❖ Source : Auteurs

❖ Effets marginaux du modèle estimé

Variable (Modalité référence)	Effets marginaux (Référence : "En cessation"	Effets marginaux (Référence : "En activité"
Sexe (Masculin)		
Femme	-0,0183	0,0183
Tranche d'âge (50-59 ans)		
Moins de 30 ans	0,0821	-0,0821
30-39 ans	0,0597	-0,0597
40-49 ans	0,0066	-0,0066
Plus de 60 ans	-0,0038	0,0038
Forme juridique (SARL)		
Société Anonyme	0,0500	-0,0500
Entreprise Individuelle	0,0891	-0,0891
Autre Forme Juridique	0,1051	-0,1051
Secteur d'activité (primaire)		
Secondaire	-0,0357	0,0357
Tertiaire	-0,0903	0,0903
Type de formation (Formation Pro Diplômante)		
Apprentissage	0,0403	-0,0403
Formation continue	0,0005	-0,0005
Taille de l'Entreprise (Grande Entreprise)		
Très petite entreprise	0,3930	-0,3930
Petite entreprise	0,3140	-0,3140
Moyenne entreprise	0,1922	-0,1922
Nationalité du dirigeant (Hors Afrique)		
Cameroun	0,0037	-0,0037

Variable (Modalité référence)	Effets marginaux (Référence : "En cessation"	Effets marginaux (Référence : "En activité"
Autre Afrique	0,0973	-0,0973
Zone géographique (Septentrion)		
Littoral_Sud-ouest	0,0792	-0,0792
Centre_Sud_Est	0,0901	-0,0901
Ouest_Nord-ouest	0,0654	-0,0654
Appréciation de l'environnement des affaires (Sans opinion)		
Bonne	0,1384	-0,1384
Assez bonne	0,0162	-0,0162
Mauvaise	0,0044	-0,0044
Ratio Homme/Femme (Ratio supérieur à 5)		
Pas d'homme (Ratio nul)	-0,0082	0,0082
Ratio inférieur à 1	0,0203	-0,0203
Ratio entre 1 et 5	0,0236	-0,0236
Pas de femme (Ratio infini)	-0,0074	0,0074
Diplôme du dirigeant (Master_Déa)		
Moins du Bac	0,1196	-0,1196
Bac	0,1250	-0,1250
BTS_Licence	0,0739	-0,0739
Sans_diplôme	0,0323	-0,0323

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Site Web: www.statistics-cameroon.org